

NAUFRAGE EN GRÈCE : LES MORTS SONT EN MER MAIS LES ASSASSINS SONT À LA TÊTE DES ÉTATS EUROPÉENS

600 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiot, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

LES MEURTRIERS SONT DANS LES GOUVERNEMENTS ET SERVENT LES PATRONS

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défaussent sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRÉS

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

OUI, NOUS POURRIONS « ACCUEILLIR TOUTE LA MISÈRE DU MONDE » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 !

Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

CAR NOUS POURRIONS METTRE FIN À CE MONDE DE MISÈRE !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour protester contre ces politiques criminelles.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

LA GRÈVE QUI FAIT TOMBER LES MASQUES

Près d'un mois après le premier appel à débrayer à l'ensemble des secteurs de DLP, la grève ne se tait pas. Lundi dernier, le soutien de la part des visiteurs et les drapeaux des syndicats devant le château faisaient encore contraste avec la centaine de personnes de la sécurité extérieure embauchées pour les journées de manifestations, payé avec un "argent magique". Celui qui n'existe soit disant pas pour l'augmentation des salaires.

NOS REVENDICATIONS, POINT FINAL !

La direction reste sourde face aux revendications des grévistes et toujours autant fermée à toute concession : des refus, des "impossibilités" ou des mensonges, donnant toujours plus de quoi nourrir la colère contre l'injustice. Ils agitent la carotte de l'avancement des NAO pour tenter d'éteindre la grève et nous faire rentrer dans le rang. Pour le "grand final" du trentième anniversaire du parc, fêtons ça en nous battant pour nos droits et en nous révoltant !

DE L'ARGENT IL Y EN A

La direction prétend que le parc ne fait pas de profits et qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires. Pourtant en 2022, c'est 47 millions d'euros de bénéfices qui ont été engrangés. C'est nous qui faisons tourner leur entreprise, c'est à nous d'en récolter les fruits. Et si on mettait Natacha et ses valets au SMIC, ça nous ferait encore quelques millions en plus !

HORAIRES ADAPTÉS, ESCLAVAGE DÉGUISÉ

Les horaires adaptés permettent à Disney de répercuter sur les salariés les variations de flux de travail et les absences. Faire en sorte que le parc tourne avec le moins de salariés possible, qui seront "flexibles" à merci, pour palier aux aléas. Et l'argent économisé sur la main d'œuvre va directement dans la poche des actionnaires. Il faut des embauches à Disney, pour une meilleure répartition du temps de travail et qu'on puisse bosser dans de bonnes conditions.

DIVISER POUR MIEUX EXPLOITER

Dans la manière dont les patrons du parc organisent le travail, tout est fait pour éloigner les travailleurs les uns des autres, pour nous diviser. Certains sont en CDI, d'autres seulement en CDD. D'autres en intérim ou sous-traitant du parc. Quelles que soient ces divisions artificielles, nous avons les mêmes intérêts. Et les grèves de ces dernières semaines nous le montrent, unis nous sommes forts.

GRANDE-BRETAGNE : LE DROIT À L'AVORTEMENT EST TOUJOURS À DÉFENDRE

Un millier de personnes ont manifesté le week-end dernier à Londres en défense de Carla Foster, une jeune femme qui risque plus de deux ans de prison pour avoir utilisé des pilules abortives pour mettre fin à une grossesse non désirée. Car en Angleterre et au pays de Galles est toujours en application une loi de 1861 qui interdit l'avortement. Au cours des années elle a été amendée, notamment par l'Abortion Act de 1967 qui autorise les avortements sur avis médical. Mais les femmes qui y ont recours sans autorisation d'un médecin risquent toujours la prison. Selon les statistiques officielles, entre avril 2021 et mars 2022, 24 plaintes ont été enregistrées pour "destruction intentionnelle d'un enfant viable à naître". Il n'y a pas qu'aux États-Unis, en Pologne ou en Hongrie que les femmes doivent se battre pour le droit à l'IVG.



**Victoire sur les salaires
à Vertbaudet : les
grévistes nous en
parlent ! (Vidéo)**

**Que tu sois en intérim / CDI / CDD / stage /
sous-traitant, ce bulletin est le tien.** S'il t'a plu,
n'hésite pas à le faire circuler et à nous contacter
pour l'alimenter.

C'est un outil pour discuter ensemble de l'actualité
politique, et de ce qu'il se passe sur notre lieu de
travail.

Pour nous contacter :

disney.anticapitaliste@gmail.com